

RC - REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT

Fourniture de MATERIEL INFORMATIQUE 2026-3NC-EQUIPEMENT-NUMERIQUE

Date et heure limites de réception des offres :
Vendredi 03 JUILLET 2026 – 17h00

ACHETEUR :

IFPRA (Institut de la Formation Professionnelle en Région Académique)
2, rue du Professeur Fleury
CS 90102
76137 MONT SAINT AIGNAN Cedex

SIRET 187 609 094 00029

Etablissement public administratif de l'Etat

OBJET DE LA CONSULTATION

Présentation générale

L'Institut de Formation Professionnelle en Région Académique (IFPRA) de Normandie a été créé en 2021 et s'inscrit dans un processus global, innovant et collaboratif, de réorganisation de la formation professionnelle de l'académie de Normandie. Il permet à l'Éducation nationale en tant que service public de formation professionnelle, de mobiliser l'ensemble des dispositifs au plus près des besoins des territoires. Cette reconfiguration systémique de l'appareil de formation professionnelle de l'Éducation Nationale coordonne dans une même synergie les voies de la Formation Professionnelle : Initiale et Continue en appui sur un centre de ressources d'ingénierie pédagogique et un dispositif de Validation des Acquis d'Expérience (VAE), au plus près des bassins d'emplois avec 18 agences territoriales. Il a vocation, dans tous ces potentiels, à s'inscrire dans le plan de relance national pour développer des mesures concrètes de soutien aux entreprises. En quelques chiffres et priorités académiques

Présidé par la rectrice de l'académie de Normandie et dirigé conjointement par le Délégué de Région Académique à la Formation Professionnelle Initiale et Continue (DRAFPIC) de Normandie et par son Directeur, l'IFPRA a été créé le 1er janvier 2021 pour remplir 3 missions essentielles au service de la politique académique de la formation professionnelle :

- Animer et porter la politique académique en matière de formation professionnelle,
- Accompagner les GRETA et l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle (lycées, CMQ),
- Porter des projets académiques

Entre autres par la mutualisation de moyens et de compétences, la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des contrats d'objectifs des GRETA, la coordination des réponses aux appels d'offre et appels à projet d'envergure régionale ou nationale, le développement d'ingénieries de formation et la mise en place d'actions de communication et de promotion de l'offre de formation professionnelle pour l'ensemble du réseau.

Dans le cadre de l'AMI-CMA (Appel à Manifestation d'Intérêt – Compétences et Métiers d'Avenir) 3NC (Normandie Nucléaire, Nouvelles Compétences), l'Académie de Normandie est missionnée pour la création de solutions de réalité virtuelle immersive (RVI) permettant aux apprenants de se plonger dans un chantier de construction pour suivre les procédures et une connaissance de l'environnement du chantier.

Objet du marché - Allotissement

Le présent marché public a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service d'équipements informatiques mobiles et de solutions de stockage. Ces équipements sont destinés à être déployés au sein de l'Académie de Normandie pour permettre le développement de pratiques pédagogiques innovantes.

Les caractéristiques des équipements sont détaillées dans le CCTP.

LOT 1 : Tablettes numériques

24 établissements scolaires répartis sur la Région Normandie seront bénéficiaires à la rentrée 2026-2027 d'un équipement comprenant chacun :

- 12 Tablettes tactiles APPLE IPAD 11 + protections
- 1 Valise de stockage et de recharge des tablettes de type valise mobile rigide TABICASE MP1 USB C
- Logiciels sur chaque tablette
- Préparation, livraison, mise en service, tests et formation sur chaque établissement.

Les lieux de livraison, sont détaillés dans le CCAP.

Budget maximum de ce lot : 300 000 € HT

LOT 2 : Casques de réalité virtuelle

18 établissements scolaires répartis sur la Région Normandie seront bénéficiaires à la rentrée 2026-2027 d'un équipement comprenant chacun :

- 1 ordinateur portable de type station mobile + sacoche + souris
- 1 casque de réalité virtuelle VR autonome + station de recharge + accessoires
- 1 valise mobile de stockage et de recharge
- Equipement prêt à l'emploi
- Formation aux utilisateurs dans chaque établissement

Les lieux de livraison, sont détaillés dans le CCAP.

Budget maximum de ce lot : 250 000 € HT

LOT 3 : Ecrans numériques

Les 18 établissements dotés du lot 2 seront également équipés d'un écran numérique posé sur un chariot mobile dont les détails techniques sont détaillés au CCTP.

Le prestataire assurera une prestation de formation aux utilisateurs dans chaque établissement.

Budget maximum de ce lot : 50 000 € HT

Mode de passation – Type de marché – Durée et montant du marché

Cet appel d'offres est ouvert, sans négociation, mono-attributaire pour chaque lot.

La procédure est formalisée conformément aux articles L.2124-1, R.2124-1 à R-2124-6 du code de la commande publique.

Ce marché est un accord-cadre à bons de commande. Des matériels supplémentaires pourront être commandés à la marge. L'IFPRA émettra des bons de commande pour une livraison dans les différents centres de formation répartis sur les 5 départements normands.

La durée du marché est fixée à 1 an sans reconduction.

Il n'y a pas de montant minimum de marché, les quantités étant indiquées dans le paragraphe ci-dessus. Le montant maximum du marché est de 600 000 € HT.

CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les documents de la consultation sont mis en ligne à disposition des opérateurs économiques sur la plateforme PLACE www.marches-publics.gouv.fr. Les candidats sont invités à s'inscrire sur la plateforme afin de pouvoir être destinataire le cas échéant des modifications apportées aux documents de la consultation.

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- ✓ Le Règlement de la consultation « RC » (ci-présent)
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières « CCAP »
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières « CCTP »
- ✓ Le bordereau des Prix Unitaires « BPU »
- ✓ L'Acte d'Engagement « AE »
- ✓ La lettre de candidature « DC1 »
- ✓ La déclaration du candidat « DC2 »

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique ne sera effectuée.

Le candidat vérifiera que les alertes de la plate-forme ne sont pas filtrées par le dispositif anti spam de l'entreprise ou redirigées vers les « courriers indésirables ».

Les questions relatives à la présente consultation doivent être déposées sur cette même plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat dénommée PLACE. Aucune question ne pourra être posée verbalement et aucune réponse ne sera donnée en dehors du dispositif prévu.

Conformément à l'article R2132-6 du code de la commande publique relatifs aux différents délais, **les questions éventuelles devront impérativement arriver au plus tard le lundi 15 JUIN 2026 sous peine de ne pas être traitées. Les réponses seront apportées sur la plateforme en modification du DCE jusqu'au jeudi 18 JUIN 2026.**

Attention : Les entreprises ayant retiré le DCE de façon anonyme n'en seront pas averties. Il est donc conseillé de retirer le DCE avec vos identifiants.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des renseignements complémentaires au cahier des charges. Les candidats devront alors répondre sur la base du cahier des charges modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

Procédure Formalisée – Appel d'offres ouvert

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Présentation des candidatures et des offres

Documents à produire au titre de la candidature :

Chaque candidat aura à produire **un dossier complet pour l'ensemble des lots**.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont joints au dossier de consultation et disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Documents supplémentaires à fournir :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

- KBIS + immatriculation délivrée par l'autorité compétente pour les entreprises européennes
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun cas mentionné aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du code de la commande publique notamment qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le cas échéant le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles.
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

- Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat.
- Références d'autres prestations identiques

Documents à produire au titre de l'offre :

- L'Acte d'Engagement
- Le Bordereau des prix unitaires des articles définis (BPU) accompagné d'un devis détaillé par lot.
- Un dossier technique comportant les fiches techniques correspondant aux produits et les prestations proposées par le candidat notamment en terme de produit, de livraison, de conseil, de SAV, de garantie,.....
- Un dossier concernant le respect des règles sociétales et environnementales (RSE)

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Conditions d'envoi ou de remise des plis – Transmission électronique obligatoire

Le pli doit contenir 2 dossiers zippés distincts :

- 1 dossier contenant les pièces de la **candidature**
- 1 dossier contenant les pièces au titre de **l'offre** (mémoire et fiches techniques, BPU, ...)

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du code de la commande publique, les offres sont remises uniquement par voie électronique sur la plateforme PLACE à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> en précisant la référence de la consultation dans les formulaires de recherche. La transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé réception électronique généré par la plateforme PLACE. **Tout pli parvenu après la date et l'heure limite de dépôt indiquées en couverture sera considéré comme hors délai.**

Si une offre est envoyée plusieurs fois, le dernier envoi annule et remplace les précédents si celui-ci est parvenu dans les délais impartis. Il doit donc contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique (clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai, ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être envoyée à l'adresse ifpra-marches@ac-normandie.fr

Aucun format électronique n'est préconisé dans la transmission de ces documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Attention : *Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite.*

Les fichiers doivent impérativement être compressés (format.zip) avant toute transmission sous peine de ne pas être pris en charge par la plateforme.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le soin particulier qu'ils doivent apporter, lors du dépôt électronique de l'offre, à leur identification sur le profil acheteur. En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure.

Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

EXAMENS DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Sélection des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

S'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Seront éliminés au stade de la candidature :

- Les candidats ayant transmis leur pli après la date et l'heure limites fixées sur la page de garde du règlement de consultation
- Les candidatures qui ne présentent pas des capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes.
- L'absence de BPU complété intégralement

Jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Des précisions pourront être demandées à l'ensemble des candidats dont l'offre ne paraît pas suffisamment claire. De plus, le pouvoir adjudicateur sera tenu d'exiger, le cas échéant, que le soumissionnaire concerné justifie le prix ou les coûts proposés dans son offre lorsque celle-ci semble anormalement basse eu égard aux services.

Critères et pondération

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante (pour tous les lots) :

1. Prix des prestations : sur 45 points

Méthode de calcul : $(\text{montant de l'offre la moins chère} / \text{montant de l'offre à noter}) \times 45$

2. Critères techniques : sur 45 points

Attribution d'une note allant de 0 (pas de dossier technique, pas de fiche technique, non renseigné ou hors CCTP) à 45 (excellent) selon les critères techniques demandés au CCTP, et en comparaison des offres proposées par tous les soumissionnaires. Les équipements étant précisément détaillés, la note technique prendra également en compte les prestations de préparations et d'installations ainsi que l'accompagnement aux utilisateurs.

3. Délais de livraison : sur 5 points.

Pour l'ensemble des lots, la note maximale de 5 points sera attribuée au soumissionnaire proposant un délai de livraison inférieur à 30 jours calendaires à compter de l'envoi du bon de commande. La note sera dégressive d'un point par semaine supplémentaire.

4. Normes environnementales – RSE : sur 5 points.

SUITES A DONNER A LA CONSULTATION

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire. Le candidat retenu en sera informé par la plateforme PLACE.

S'il n'a pas fourni tous les documents administratifs lors du dépôt de sa candidature, il devra remettre dans un délai maximum de 3 jours calendaires, à compter de la demande de l'IFPRA (le délai commençant à courir à compter de la réception par le candidat retenu de cette demande) l'ensemble des documents mentionnés au paragraphe « déroulement de la procédure » – rubrique « Documents à produire au titre de la candidature ».

Au delà de ce délai et sans réponse du candidat, son offre sera écartée et l'offre classée en 2nd sera retenue. Le nouveau titulaire devra répondre aux mêmes exigences en termes de documents à produire et de délais.

Ce marché étant un marché à procédure formalisée, un délai de suspension de 11 jours pour recours sera appliqué à partir de la notification aux candidats non retenus via la plateforme PLACE. A l'issue de cette période, et suite à la commission d'attribution des marchés, la notification sera communiquée au titulaire sur la plateforme PLACE.

Procédures de recours :

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76000 ROUEN
Tél : 02 35 58 35 00
Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Site internet : <https://rouen.tribunal-administratif.fr/>